

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, ce qui inquiète les Canadiens, quand ils étudient la situation de près, ce sont les propos ampoulés, creux et fallacieux du chef du parti socialiste.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Il a eu l'audace, monsieur le Président, durant la période des questions l'autre jour, à propos du milliard de dollars alloué à l'Agence des perspectives de l'Atlantique, de faire remarquer qu'il s'agissait seulement de quelques cents par citoyen.

M. Broadbent: Je n'ai jamais rien dit de la sorte.

M. Mazankowski: En d'autres mots, il dit: «Qu'est-ce qu'un milliard?» On se rappelle de C.D. Howe qui disait: «Qu'est-ce qu'un million?». Nous en avons maintenant une nouvelle version.

LA NÉCESSITÉ DE RENDRE LES ÉTUDES PUBLIQUES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ni les Canadiens de l'Atlantique ni les autres n'apprécieront que le ministre fasse aussi scandaleusement fi de sa responsabilité de répondre à une question. Je lui pose à nouveau la question, et je voudrais bien qu'il cesse de tourner stupidement autour du pot...

M. Mazankowski: Cessez de raconter stupidement des bêtises.

M. Broadbent: ... et qu'il réponde à la question.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député aurait-il l'obligeance de poser sa question?

M. Broadbent: Je veux poser à nouveau une question précise au ministre. J'espère qu'il nous donnera une réponse précise.

Une vérification interne est en cours à l'heure actuelle à ce ministère. La société Price Waterhouse est en train d'examiner le désordre profond qui y règne. Le ministre ne croit-il pas que les Canadiens ont le droit de prendre connaissance de ces études? Dans l'affirmative, va-t-il garantir qu'elles seront rendues publiques?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, d'abord, j'aimerais dire une chose. Il y a trois enquêtes ou trois examens actuellement en cours.

Une première qui a été demandée d'une façon interne par le contrôleur général. Une deuxième que nous avons nous-mêmes, au ministère, demandée et requise d'une façon externe, à la Price Waterhouse. Une troisième, qui est du vérificateur général, monsieur le Président. Donc, nous n'avons absolument rien à cacher dans ce dossier.

Ce que je peux assurer aux députés de cette Chambre aujourd'hui, c'est que je prendrai tous les moyens possibles pour que la vérité, les faits et des explications complètes soient donnés sur ce qui est survenu au ministère.

Questions orales

LE POUVOIR DÉCISIONNEL AU MINISTÈRE

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et touche également au développement économique régional.

On sait, monsieur le Président, que depuis 1984 l'enveloppe budgétaire pour le développement économique régional a été coupée de plusieurs milliards de dollars et que maintenant, de l'aveu même du ministre... Monsieur le Président, si on tenait compte des paiements particuliers faits pour la situation qui existe dans l'Ouest à cause de la baisse du prix du blé, les coupures de l'enveloppe du développement régional seraient encore plus grandes. Et durant ce temps, le ministre vient d'annoncer lui-même que pas une, ni deux, mais trois enquêtes sont nécessaires pour faire la lumière sur l'administration de ce ministère.

Je demande au vice-premier ministre, dans ce méli-mélo, s'il pourrait nous dire qui, dans le contexte actuel, prend les décisions au niveau du ministère de l'Expansion industrielle régionale.

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): C'est moi, monsieur le Président.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT CE QU'IL ENTEND PROPOSER

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, je veux demander au ministre ce qu'il entend proposer à cette Chambre en particulier, mais surtout à la population de la Gaspésie et, d'une façon très spéciale, à la population de Murdochville pour aider ces 400 travailleurs, 400 familles qui ont perdu leurs emplois. Certains sont déjà mis à pied, les autres le seront d'ici la fin de juin. Et je demande au ministre s'il peut accélérer la mise au point de la deuxième phase du développement de l'Est du Québec pour mettre sur pied des programmes immédiats en vue d'aider la population de Murdochville qui fait face à une situation indescriptible et qui affecte non seulement Murdochville, mais tout l'est de la péninsule.

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, justement, la première phase du plan de l'Est, sa première période de cinq ans, doit se terminer, et ce gouvernement croit à la consultation. C'est pour cette raison que nous avons conduit, en fin de semaine dernière, avec la ministre responsable de cette région, plus de 60 heures de consultations dans tous les comtés et les régions de la péninsule qui sont à l'intérieur du plan de l'Est.

Donc: préoccupations, consultations et sensibilité du gouvernement à cet égard.

Relativement au dossier de Murdochville, déjà un comité de consultation a été créé, dont rapport doit nous être fourni le 19 juin prochain. A ce moment-là, je veux assurer la population quand même, monsieur le Président, que nous sommes particulièrement sensibles. C'est une juridiction, comme mon collègue de l'Énergie l'a déjà mentionné, des provinces, mais nous sommes toujours disposés à écouter les besoins de chacune de ces régions.